

14 Débats

Le dopage pourrait avoir atteint un degré de criminalité sans précédent

OPINION Les récentes allégations à l'encontre du laboratoire antidopage de Sochi, accrédité par l'Agence mondiale antidopage (AMA), sont très détaillées et par conséquent très inquiétantes. Dans la mesure où elles concernent les Jeux olympiques d'hiver de Sochi 2014, le Comité international olympique (CIO) a tout intérêt à ce que ces allégations soient totalement dissipées et rapidement.

Nous avons donc demandé à l'AMA de mener une enquête approfondie et d'envoyer un rapport complet au CIO. Le CIO, pour sa part, contribue et contribuera à répondre à ces allégations par toutes les mesures appropriées en son pouvoir. En conséquence, le CIO va donner pour instruction au laboratoire antidopage de Lausanne, où les échantillons de Sochi seront conservés pendant dix ans, de procéder, en collaboration avec l'AMA, à leur analyse avec les moyens les plus efficaces et les plus modernes à disposition.

Le CIO également demandé au Comité national olympique russe de déployer tous ses efforts pour assurer la totale coopération de la partie russe dans l'enquête de l'AMA. Le CIO a par ailleurs mis son directeur médical et scientifique, qui est lui-même champion olympique, à la disposition de l'AMA pour les besoins de son enquête.

Si cette dernière devait confirmer la véracité de ces allégations, cela révélerait une nouvelle dimension choquante du dopage, assortie d'un degré de criminalité sans précédent. Dans ce contexte, il est évident – et aucun athlète intègre dans le monde ne devrait en douter – que le CIO réagirait en s'appuyant sur sa poli-

tique éprouvée de tolérance zéro, non seulement vis-à-vis des athlètes individuels, mais aussi des membres de leur entourage, dans la limite de sa compétence.

Cette action pourrait aller d'une suspension olympique à vie pour toute personne impliquée à de lourdes sanctions financières, voire à la suspension ou à l'exclusion de fédérations nationales entières, comme c'est actuellement le cas pour la Fédération russe d'athlétisme, sanctionnée par l'Association internationale des fédérations d'athlétisme (IAAF).

Les résultats de l'enquête de l'AMA influenceront aussi fortement la nature de la participation d'athlètes russes aux Jeux olympiques de Rio 2016. Si l'existence d'un système organisé contaminant d'autres sports était avérée, les fédérations internationales et le CIO devraient avoir une décision difficile à prendre, entre responsabilité collective et justice individuelle.

Il faudrait considérer si, dans le cas de telles fédérations «contaminées», la présomption d'innocence peut toujours s'appliquer pour les athlètes ou si la charge de la preuve peut être renversée. Cela pourrait signifier l'obligation pour les athlètes concernés de démontrer que l'enregistrement de leurs contrôles, par un organisme international et indépendant, satisfait aux règles de leur fédération internationale et au Code mondial antidopage, en étant équitable vis-à-vis de leurs adversaires.

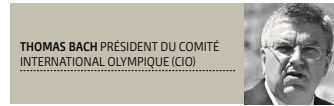
A cet égard, le CIO a déjà prouvé sa détermination il y a quelques mois – sans tenir compte d'un sport ou d'un pays – en décidant de réanalyser certains échantillons des Jeux olympiques de Pékin 2008 et Londres 2012, ciblés spécifiquement, selon les méthodes scientifiques les plus récentes. Cette action décisive devrait vraisemblablement empê-

cher des dizaines d'athlètes dopés de participer aux Jeux olympiques de Rio 2016.

Indépendamment de ces dernières allégations, le CIO a déjà demandé en octobre 2015 que le système antidopage soit intégralement indépendant des organisations sportives et, pour les Jeux olympiques de 2016, il a délégué l'ensemble du processus de sanctions au Tribunal arbitral du sport (TAS).

Grâce à toutes ces mesures qui s'inscrivent dans notre politique de tolérance zéro, nous prouvons que la protection des athlètes intègres vis-à-vis du dopage, de la corruption, de toutes les formes de manipulation et de soupçons infondés figure au cœur de tous nos efforts. En tant qu'olympien, ce combat en faveur de tous les athlètes intègres me touche personnellement. J'ai effectué mes premiers pas de représentant des athlètes au niveau international en soutenant la demande de radiation à vie pour tout tricheur convaincu de dopage.

Du fait de mon expérience, je peux comprendre l'importante attente émotionnelle de la part des athlètes aujourd'hui. En tant qu'athlètes, nous défendons également le fair-play. C'est pourquoi chacun doit bénéficier d'une procédure équitable. Cela veut dire qu'il faut d'abord établir tous les faits et agir ensuite fermement en s'appuyant sur ces faits. Nous le devons à tous les athlètes intègres de la planète. Nous le devons par respect pour nos valeurs olympiques. ■



THOMAS BACH PRÉSIDENT DU COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE (CIO)

Solidarité méditerranéenne

APPEL «Mare nostrum», c'est ainsi que Rome envisageait la Méditerranée. Elle fut un objectif majeur de politique étrangère pour l'empire qui se constituait autour de cette mer intérieure. Elle le demeura au long des deux derniers millénaires à travers les conflits qui ne cessèrent de dresser, les uns contre les autres, les peuples cherchant à s'en assurer la maîtrise.

D'aucuns tirent parti, aujourd'hui, de ces tensions séculaires pour alimenter l'idée d'une Europe assiégée, un espace privilégié en dehors des remous qui agitent la planète et tout particulièrement les pays arabes.

La Méditerranée, dans cette optique, cesse d'être un lien pour se muer en frontière. En ressuscitant les antagonismes qui éperouvèrent l'Europe avec les guerres de religion, les prosélytes du repli européen visent la conquête du pouvoir au risque de détruire le capital de compréhension mutuelle, véritable socle des valeurs démocratiques et institutionnelles qui contribuent au succès de l'Europe.

Cette approche doit être combattue sans relâche par toutes les composantes de la société européenne, consciente que son avenir dépend, au contraire, de sa capacité à convaincre ses partenaires de ses valeurs sociales et politiques.

Cette vision doit être écartée avec la même détermination dans les pays arabes qui ne peuvent tolérer un conflit dogmatique anéantissant leurs espoirs d'émancipation.

Douze raisons qui plaident pour l'instauration d'un espace de coopération:

La première se fonde sur l'héritage commun des peuples qui puisent leurs racines dans des valeurs partagées, culturelles, politiques, sociales et religieuses.

La seconde résulte de l'évidence que la coopération est toujours plus favorable au bien-être des peuples que la confrontation.

La troisième est de fournir une réponse concrète de l'Europe après les Printemps arabes, après les déchaînements de violence tant en Europe que dans les pays arabes, après les drames et les souffrances endurées par des centaines de milliers de réfugiés, en prenant dûment en compte les aspirations et les attentes de la société civile (*bottom-up approach*) pour enfin dépasser les échecs des tentatives passées de coopération euro-arabe.

La quatrième est l'évidente complémentarité démographique avec, d'une part, une Europe vieillissante mais riche de ses succès et de son développement et, d'autre part, des pays arabes avec une population jeune qui aspire à une meilleure qualité de vie.

La cinquième est économique, avec une région au sud et à l'est de la Méditerranée disposant d'un potentiel d'accroissement limité en raison de capacités économiques et agricoles restreintes et de ressources

en eau insuffisantes, qui pourra dès lors poursuivre son développement dans le cadre d'une coopération active avec une Europe apportant son concours technique et financier. À l'inverse, l'Europe est dépendante pour son approvisionnement énergétique, et un partenariat réfléchi pour la fourniture d'énergies fossiles et le développement d'énergies renouvelables serait mutuellement bénéfique.

La sixième est commerciale, avec une région forte de ses matières premières mais désindustrialisée et l'autre riche en capacité technologique mais dépourvue de richesses minérales.

La septième est financière, en raison des coûts sociaux proprement inacceptables pour les citoyens européens et arabes appelés, in fine, à supporter les déséquilibres budgétaires au détriment de leur aspiration à une meilleure éducation et qualité de vie.

La huitième est environnementale, avec la nécessité d'assurer la meilleure gestion possible des ressources indispensables au développement des deux régions notamment sur les plans énergétique, hydraulique, climatique et touristique.

La neuvième est culturelle, dans la mesure où la perception de l'Autre et le partage des valeurs communes ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'un dialogue culturel constamment revivifié. C'est la condition d'une nouvelle relation où l'Autre ne doit plus être perçu comme un étranger condamné à s'effacer pour s'intégrer.

La dixième est politique, avec la conviction que le conflit israélo-palestinien résultant de la création d'Israël au lendemain de la Seconde Guerre mondiale,

L'espace méditerranéen mérite un débat

sans l'assentiment du monde arabe, ne pourra trouver une solution que dans le cadre d'une coopération dynamique répondant aux intérêts de tous les citoyens israéliens, palestiniens, arabes et européens.

La onzième est sécuritaire, avec l'évidence qu'aucun différend ne peut être gagné sur la base du seul engagement militaire et que, sans négociation, la paix ne relève que de la pétition de principe.

La douzième enfin, c'est que les technologies de communication permettent aujourd'hui aux citoyens et aux sociétés civiles d'établir un dialogue direct et permanent qui peut se substituer aux postures de gouvernements n'étant pas nécessairement en adéquation avec les aspirations citoyennes.

Douze raisons de coopérer qui sont autant de défis que nous sommes déterminés à relever si nous ne

voulons pas sombrer dans diverses formes de terreur susceptibles d'annihiler définitivement le champ du politique et d'ébranler les institutions démocratiques. Pour les Européens, c'est la meilleure chance de préserver et faire rayonner des valeurs qui leur sont chères et qui restent perçues comme un modèle. Pour le monde arabe, c'est l'opportunité de relancer un dialogue où ses particularités n'ont jamais été véritablement entendues et encore moins prises en compte.

La démarche est assortie d'exigences qui nous appellent à concilier solidarité, diversité et pluralité, à conjuguer l'universel et le singulier, à s'émanciper des pesanteurs de traditions érigées en dogmes.

C'est dans cet esprit que nous plaçons pour une vaste consultation de toutes les populations du monde méditerranéen et euro-arabe à travers le lancement d'un «Livre blanc» qui constituerait la première pierre d'une vaste négociation pour l'instauration d'un espace de coopération et de sécurité dans les relations euro-arabes. C'est l'espoir que la raison l'emporte sur le risque de déchirements, peut-être, irrémédiables. ■

CET APPEL EST SIGNÉ PAR:

MIGUEL ÀNGEL MORATINOS,
ANCIEN MINISTRE ESPAGNOL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ENRICO LETTA,
ANCIEN PREMIER MINISTRE ITALIEN
GÜNTER GLOSER,
ANCIEN MINISTRE D'ÉTAT ALLEMAND AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET PRÉSIDENT DU GROUPE PARLEMENTAIRE ALLEMAND-MAGHRÉBIN
FARES BOUEIZ,
ANCIEN MINISTRE LIBANAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
CARLO SCOMMURAGA,
CONSEILLER NATIONAL (PS/GE) ET EX-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE POLITIQUE EXTÉRIEURE
ANDREY AZULAY,
CONSEILLER DE MOHAMMED VI, ROI DU MAROC
AMR MAHMOUD MOUSSA,
ANCIEN MINISTRE ÉGYPTIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
AHMED OULD-ABDELLAH,
ANCIEN MINISTRE MAURITANIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ALAIN CLERC,
PRÉSIDENT DE LA FONDATION POUR LA PROMOTION DU DIALOGUE MÉDITERRANÉEN ET EURO-ARABE (FDMEA)

Les prévisionnistes n'ont pas de quoi broyer du noir

PLANÈTE ECO Les prévisionnistes économiques broient du noir ces jours-ci. Très récemment, le FMI a publié ses prévisions qui réduisent à la baisse ses pronostics pour les douze mois à venir. Devons-nous de nouveau boucler la ceinture de sécurité?

Une première remarque est que les prévisionnistes se trompent souvent. C'est inévitable, parce qu'en l'état de nos connaissances, les prévisions sont plus un art qu'une science et il est bien dommage que les économistes fassent surtout parler d'eux de cette manière. Mais les prévisionnistes doivent bien gagner leur vie et ils produisent ce pour quoi ils sont payés.

Pour ne pas décourager leurs clients, nous tous, ils omettent systématiquement de nous rappeler à quel point leurs chiffres sont imprécis. Ainsi l'annonce par le FMI que la croissance mondiale sera en 2016 de 3,2%, au lieu des 3,4% annoncés fin 2015, ne nous dit rien de nouveau. La différence n'a aucune véritable signification, les erreurs de prédiction sont bien plus larges en moyenne que ces tout petits 0,2%. En gros, maintenant comme l'an dernier, il stablit sur une croissance comprise entre 3% et 3,5%, et ils seraient bien inspirés de le dire ainsi.

Une autre remarque évidente est que bien des choses plus ou moins imprévisibles se passeront dans les mois qui viennent. La Grande-Bretagne votera peut-être pour sortir de l'Union européenne, et d'ailleurs le référendum y a déjà produit un véritable ralentissement, mais elle peut tout aussi bien décider de rester. Donald Trump sera-t-il président des États-Unis?

Où va la Syrie, et d'ailleurs tout le Proche-Orient? Les dirigeants chinois vont-ils enfin se préoccuper de la crise financière larvée qui mine leur économie? On peut multiplier les questions qui n'ont pas de réponses et attraper le vertige en essayant de penser à toutes les questions que l'on ne peut pas imaginer. Autant ne pas essayer. Mais que font les prévisionnistes de ces possibilités infinies? Mystère, chacun fait sa petite cuisine.

D'après ce que l'on voit, les choses ne se présentent pas aussi mal que ça. Les États-Unis continuent sur leur lancée. Le chômage est tombé à un niveau record et il serait bien surprenant que les salaires ne se remettent à grimper très bientôt. La Réserve fédérale va alors faire remonter ses taux d'intérêt, ce qui inquiète les pessimistes à la recherche de mauvaises nouvelles. Et pourtant, ce sera une excellente nouvelle, un signal clair que la crise est finalement digérée outre-Atlantique.

Après un petit trou d'air, l'Allemagne repart, et c'est aussi le cas de la Grande-Bretagne, sauf Brexit bien sûr. Même la France reprend des couleurs, bien cachées par l'agitation politique qui y tient lieu de feuilleton.

Et la Chine? Elle a du mal à assurer une croissance de 6%, pas vraiment de quoi paniquer, sauf crise toujours possible mais peu probable. L'Inde galoppe. Comme les prix des matières remontent – un signe que la croissance mondiale repart – l'Afrique pourrait bien redémarrer. Il y a des trous noirs, comme le Brésil et la Russie, mais il y en a toujours. Personne ne peut attendre une récolte surabondante, mais de là à s'angoïser...

Pourquoi alors les prévisionnistes, qui d'ailleurs se copient les uns les autres, se montrent-ils pessimistes? Une raison est qu'ils se sont trompés l'an passé lorsqu'ils ont annoncé des chiffres pour 2015 un peu meilleurs que ce qui semble s'être passé (nous n'avons que des estimations provisoires à ce jour). Pour ne pas passer pour des optimistes béats, ils partent aujourd'hui dans l'autre sens, ce qui est bien humain, mais pas très scientifique.

Mais c'est aussi dangereux. S'ils arrivent à inquiéter leur monde, vous, moi, les entreprises et les financiers toujours instables, alors leurs prédictions pourraient se réaliser, en pire. Il ne faut jamais oublier, en effet, que ce qui fait la croissance, c'est le consommateur. S'il voit la vie en rose, il consomme et la croissance se porte bien, mais s'il anguisse, tout part vers le bas. ■

CHARLES WYPLOSZ

